



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale
de la protection
des populations

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

Service prévention des risques
environnementaux
N°IC 2003/0998
MTB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Officier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 03 juin 2003 au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « **Monsieur Yves LE GOASTER** » l'autorisant à exploiter à PAIMPOL au lieu-dit « Traou Scaven » un élevage avicole dont la capacité maximale est de 70 000 animaux équivalents (poulets de chair) en présence simultanée ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 19 janvier 2004 autorisant « **Monsieur LE GOASTER François** », demeurant à PAIMPOL (PLOUNEZ) au lieu-dit « Pen Crec'h » à exploiter au lieu-dit « Le Pré Blanc » (section ZS n° 146), un élevage avicole dont la capacité maximale est de 65 000 animaux équivalents en présence simultanée répartis comme suit : 65 000 poulets de chair ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU la demande présentée le 2 juillet 2010 par l'installation classée « **S.A.R.L. DU SKAVENN** », sise « Traou Skavenn » à PAIMPOL, en vue du regroupement de deux exploitations avicoles autorisées, d'une part au nom de la SARL DU SKAVENN (70 000 animaux équivalents) et de LE GOASTER François (65 000 animaux équivalents), suite à l'installation de Monsieur Frédéric LE GOASTER (repreneur de la SARL DU SKAVENN), avec augmentation des effectifs à 140 250 animaux équivalents (volailles de chair), mise à jour du plan d'épandage, contrat de reprise pour la litière bio maîtrisée et régularisation d'une annexe à l'élevage de

volaille pour le compostage (inférieur à 1 tonne jour);

VU la demande de changement d'exploitant du 05 juillet 2010 par laquelle Monsieur Yves LE GOASTER, gérant de la SARL DU SKAVENN fait connaître qu'il exploite au lieu-dit « Traou Scanen » à PAIMPOL un élevage avicole qui a fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 03 juin 2003 ;

VU la saisine de l'autorité environnementale du 28 octobre 2011 ;

VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire-enquêteur du 16 mai 2012 ;

VU la consultation des conseils municipaux de LEZARDRIEUX, PLOUBAZLANEC, PLOURIVO, PLEUDANIEL, PLOUEZEC;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 13 novembre 2012 ;

VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 30 novembre 2012 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que 71 % des fumiers produits sur le site d'exploitation seront transformés en engrais organiques puis exportés vers des cantons dont la charge en azote organique est inférieure à 140 UN/Ha et cela alors même que la réglementation ne l'impose pas à l'exploitant (exploitation hors ZES) ;

CONSIDERANT que le projet présenté ne prévoit pas de constructions nouvelles ;

CONSIDERANT que le plan d'épandage actuellement en vigueur présente une pression moyenne d'azote organique de 134.2 UN/Ha de Superficie Directive Nitrate et que dans le cadre du projet cette pression passera à 80 UN/Ha de Superficie Directive Nitrate ;

CONSIDERANT que les capacités de stockage sont satisfaisantes ;

CONSIDERANT les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T É -

ARTICLE 1^{ER} -

1.1. - LA SARL DU SKAVENN, ci-après dénommé l'éleveur, sise à PAIMPOL au lieu dit "TRAOU SKAVENN" est autorisée à exploiter à cette adresse (Section ZC, parcelle n°84 et section ZS parcelle n°146), conformément aux plans et mémoire annexés à la demande un élevage avicole dont la capacité maximale est de 140 250 animaux équivalents en présence simultanée (165 000 poulets légers), sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 25 410 unités par an.

1.2. - Il est également donné acte à l'éleveur de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter également, en annexe de l'élevage, à cette adresse une fabrique d'engrais et de supports à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 648 tonnes par an.

1.3. - Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à

autorisation sous la rubrique n° 2111 - 1 de la nomenclature le pétitionnaire devra respecter les prescriptions édictées dans l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement et de celles définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières concernant les bâtiments d'élevage (poulaillers et annexes).

2.1. Aménagement et exploitation des bâtiments :

2.1.1. - La surface totale des poulaillers ne devra pas dépasser 5 500 m².

2.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc), y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers, seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.
L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

2.1.6. - L'installation doit être aménagée, équipée et exploitée de manière à ce que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. L'exploitant doit veiller en particulier à éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies, au niveau du stockage des matières premières ou lors du traitement par compostage.
L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et matières diverses :

- des écrans de végétation d'espèces locales seront mis en place le cas échéant autour de l'installation ;

- pour les installations ou stockages situés en extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage seront mis en place si nécessaire.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de qualifier l'impact et la gêne éventuelle et permettre une meilleure prévention des nuisances selon les normes en vigueur et les dernières références connues.

2.2. - Sécurité :

2.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation du(des) poulailler(s) et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type C.

Les locaux techniques devront être compartimentés avec une cloison coupe-feu et/ou isolés par des matériaux de classe A1, A2 ou B.

2.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité de 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et à proximité d'une issue de l'élevage.

2.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

ARTICLE 3 - Prescriptions complémentaires concernant la fabrique d'engrais et supports de cultures.

L'éleveur est soumis aux dispositions du présent arrêté pour la mise en oeuvre d'un procédé de traitement biologique aérobie des matières organiques (compostage) sur une plate-forme de compostage en annexe de son installation.

3.1 - Installation de compostage.

3.1.1. - Au sens du présent arrêté, une installation de compostage est une installation qui, à partir d'un procédé biologique aérobie contrôlé, permet la stabilisation par dégradation et réorganisation de la matière organique avec obtention d'un compost destiné à être mis sur le marché ou utilisé comme matière fertilisante ou support de culture ou comme matière première pour la fabrication de matière fertilisante ou support de culture.

3.1.2. - Le produit obtenu répondra aux critères imposés par la norme NFU-42 001.

3.1.3 . - Pour la mise en oeuvre du procédé de fabrication, l'exploitant disposera d'une plate forme étanche suffisamment dimensionnée et permettant une capacité de production et de stockage suffisante au regard du procédé mis en oeuvre. Un quai ou une aire de chargement sera aménagé de façon à permettre la reprise des produits dans de bonnes conditions.

3.1.4. - Le stockage des matières premières et des produits finis doit se faire de manière séparée sur des aires identifiées, réservées à cet effet.

3.1.5. - L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre des procédés de fabrication soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

3.1.6. - La hauteur maximale des stocks de produits est limitée en permanence à 3 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains, sauf exception dûment justifiée, et après accord de l'inspection des installations classées .

3.1.7. - La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à un an.

3.1.8. - La fabrique d'engrais et de supports de cultures devra être fonctionnelle au plus à compter de la date du présent arrêté.

3.2. - Exploitation - entretien.

3.2.1. Surveillance de l'exploitation.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation.

Les personnes étrangères au fonctionnement de l'élevage ne doivent pas avoir libre accès à l'installation.

3.2.2. Ventilation des locaux.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux fermés abritant l'une des aires visées doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

3.2.3. Contrôle et suivi du compostage.

La gestion doit se faire par lots de fabrication. Un lot correspond à une quantité de matières fertilisantes ou de supports de culture fabriqués ou produits dans des conditions supposées identiques et constituant une unité ayant des caractéristiques présumées uniformes

3.2.3.1. L'exploitant doit utiliser pour chaque lot de fabrication un inoculum biologique dans le cadre de la réalisation du compostage. Cet inoculum biologique est directement intégré dans la litière bio- maîtrisée qui est commercialisé à l'exploitant par l'entreprise LCBE □. Dans l'attente de la validation définitive du procédé, la litière bio-maîtrisée devra être employée selon les prescriptions prévues par son fabricant.

L'exploitant devra être en mesure de justifier de l'utilisation de l'inoculum biologique pour chaque lot de fabrication, notamment en mettant à disposition de l'Inspection des Installations Classées des justificatifs comptables.

En cas de non-validation du procédé développé par l'entreprise LCBE □, le pétitionnaire devra mettre en oeuvre sur son installation un nouveau mode de gestion des déjections et devra en avvertir préalablement le service en charge de l'inspection des installations classées.

3.2.3.2. L'exploitant doit tenir à jour un cahier de suivi du compostage sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la fermentation et l'évolution biologique du compostage avec au minimum :

- la quantité de matières premières entrantes en compostage par catégorie,
- l'origine des matières premières (nature et origine des déjections - origine des déchets verts, le cas échéant),
- les dates d'entrée en compostage (correspondant au 1er retournement),
- les quantités d'eau apportée et les dates d'apport,
- les mesures de température (date des mesures et relevés de température),
- la date de l'entrée en maturation,
- le bilan matière dans la mesure où le procédé démontrant un abattement d'azote sur le fertilisant à épandre.

La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.

3.2.3.3. Les anomalies de procédé devront être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode d'exploitation.

3.2.3.4. Les documents de suivi devront être archivés et tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pendant une durée minimale de 5 ans.

3.2.3.5. Toute modification du process, notamment l'arrêt de l'inoculum biologique, doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées

3.2.3.6. Pour les composts qui ne sont ni homologués ni conformes à la norme rendue d'application obligatoire, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (destruction, incinération, épandage, etc).

3.2.4 Utilisation du compost.

Pour être mis sur le marché, au titre des articles L 255-1 à L 255-11 du code rural relatif à la mise sur le marché des matières fertilisantes et des supports de cultures, les composts doivent disposer d'une homologation ou, à défaut d'une autorisation provisoire de vente ou sont conformes à une norme rendue d'application obligatoire.

L'exploitant doit respecter les obligations de résultats définies par les spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente, en matière de valeur fertilisante et de sécurité sanitaire du produit.

A cette fin, dans l'attente de consignes nationales sur la normalisation et indépendamment des

exigences particulières portées sur le contrat de reprise, pour chaque lot commercialisé, l'exploitant met en place les procédures de contrôles et analyses nécessaires. Celles-ci portent au minimum sur les paramètres suivants:

Matière sèche, matières minérales, matières organiques, azote totale et NH₄, P₂O₅, K₂O.

Par ailleurs et dans l'attente de la publication par la commission d'étude de la toxicité des matières fertilisantes et des supports des cultures, des tolérances en éléments toxiques, l'exploitant est tenu de réaliser, tous les six mois, une recherche de métaux lourds : cadmium, cuivre, plomb, zinc.

De même, il devra procéder à des prélèvements et des examens portant sur les germes suivants : E.coli, salmonelles (St, E), Clostridium, entérocoques, oeufs d'helminthe, streptocoques. Un résultat de ces recherches datant de moins de six mois devra être fourni avant chaque reprise de produit.

Le produit devra être étiqueté conformément aux spécifications de la norme ou de l'homologation ou de l'autorisation provisoire de vente. L'étiquetage devra également indiquer que les produits commercialisés doivent répondre aux exigences réglementaires du programme d'action ou réglementations spécifiques en vigueur dans les départements destinataires.

Pour être considéré comme une mesure de résorption par exportation du produit à des fins commerciales, l'exploitant devra mettre en place une traçabilité conformément aux dispositions prévues à l'article 3-3.

3.3. Gestion des flux – Traçabilité

Une convention est établie avec une société prestataire de service, qui assure la mise sur le marché ou la reprise vers une installation classée 2 780 pour 648 tonnes de compost par an soit 18 150 unités d'azote.

La convention établie avec le prestataire de service doit mentionner un minimum de 4 reprises de compost par an. L'intervalle de temps entre deux reprises de compost sur l'installation ne pourra pas excéder 3 mois.

Afin de justifier d'une mesure de résorption, les produits repris devront être épandus en dehors des cantons en zone d'excédents structurels et cantons supérieurs à 140 UN/ha conformément aux dispositions départementales en vigueur.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lot,
- la référence de la norme ou de l'homologation, le cas échéant,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,
- les destinations (nom du destinataire et lieu de destination).

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, la référence à la norme ou le numéro d'homologation, les quantités enlevées en tonne et en m³, la désignation du transporteur, la dénomination de l'exploitant, son adresse et les coordonnées de la société qui assure la commercialisation.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées,

les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les analyses et bons d'enlèvements qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux devront être réduits.

ARTICLE 4 - Prescriptions Meilleures Techniques Disponibles

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

ARTICLE 5 - Prescription épandage sur céréales

L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service.

ARTICLE 6 -

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté d'autorisation du 03 juin 2003 relatif à l'exploitation de 70 000 poulets de chair au nom de Monsieur Yves LE GOASTER et l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2004 relatif à l'exploitation de 65 000 poulets de chair au nom de Monsieur François LE GOASTER.

ARTICLE 7 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

Les pétitionnaires sont tenus de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des

travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de PAIMPOL pour y être consulté,
- affichée à la mairie de PAIMPOL pendant une durée d'un mois
- affichée en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site WWW.cotes-darmor.gouv.fr- rubrique « les actions de l'Etat » - « Environnement et prévention des risques » - « installations classées ».
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 -

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX).

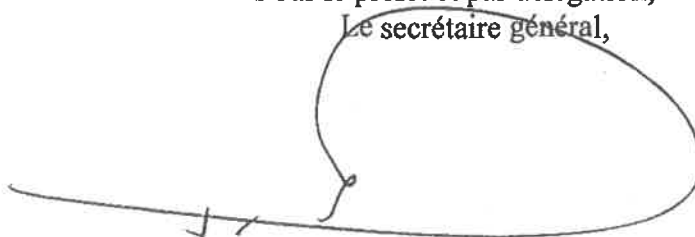
- pour les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision ;
- pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PAIMPOL et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de LEZARDRIEUX, PLOUBAZLANEC, PLOURIVO, PLEUDANIEL, PLOUEZEC.

SAINT-BRIEUC, 17 DEC. 2012

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Gérard DEROUTIN

